

SIROP D'RL

La gazette de la section SNJ-CGT du *Républicain Lorrain*



Menace en l'air ?

Prochaine réunion de NAO le 11 septembre. Vous savez, ces négociations annuelles obligatoires censées permettre d'évoquer des hausses de salaires, mais durant lesquelles la Direction a imposé de discuter d'une baisse des acquis des journalistes et cadres sous peine de dénoncer tous les accords ? En ce début septembre, le SNJ-CGT vous informe que la Direction... n'a toujours envoyé aucun document de travail. Sans doute pour nous laisser profiter des vacances.

Jeu dangereux

Un père de famille agressé à Aube, une femme célébrant son anniversaire violée à Metz : deux faits divers d'abord relatés dans nos colonnes avec le recul nécessaire... avant que l'édition vitrine du *RL* ne veuille plus les lâcher, jusqu'à la nausée. Sondage sur le sentiment d'insécurité, reportage à la fête du village... Comme si, dans la foulée des législatives et des consignes du Rédacteur en chef de ne pas se fâcher avec nos éventuels lecteurs d'extrême droite, il fallait nourrir la bête. Le *RL* n'a rien à gagner à ce jeu dangereux, sur un terrain déjà labouré par les médias Bolloré.



Delon, plus blanc que blanc

Les 100 autographes d'une fan, les larmes d'une autre ou de la famille du défunt, la vidéo de l'amateur, les nombreuses femmes de sa vie, des titres hyperboliques tels « La France prépare ses adieux », « Immortel », etc. *Le Républicain Lorrain* a offert à ses lecteurs une séquence déconnectée de la réalité pour le décès d'Alain Delon, survenu le 18 août.

Le journal préfère les notables aux gens « lambda » : c'est pourquoi la charte éditoriale ERV proscrit sans doute de faire du "magazine" en pages Région. Mais de là à enchaîner des dizaines d'articles sans aucun recul sur le décès d'une vedette... Sans rappeler que l'acteur se disait « fasciste, disons le mot » (auprès de *L'Express* en 1977, repris par « 88 choses que vous ne saviez probablement pas sur la légende du cinéma français », France inter) ; sans évoquer trop visiblement sa grande proximité avec Jean-Marie Le Pen et sa famille. Ou encore sa folie des armes à feu et l'affaire qui l'a entraîné en justice (72 armes détenues sans autorisation). Ni son engagement en Indochine, son antiwokisme primaire. Moins encore l'affaire Markovic, son employé assassiné en 1968. En résumé : rien sur le fait qu'Alain Delon était un réactionnaire très proche de l'extrême droite, à qui la maladie a évité des poursuites judiciaires.

Heureusement, dans ce raz-de-marée de louanges, il y a eu le prix Goncourt Nicolas Mathieu (« Delon n'était pas un chic type ») pour tenter d'équilibrer un peu le bateau ivre. Pour le reste... on nous rétorquera qu'il faut toujours séparer l'oeuvre de l'artiste.

On l'aura compris, les journaux du Crédit Mutuel écriront dans le sens du vent, et ce même si ce dernier souffle sévèrement vers l'extrême droite. On se souvient des propos de différentes voix qui comptent au *RL*, il y a peu : « Les électeurs du Rassemblement national sont aussi nos lecteurs. » On attend de voir comment se traduiront, dans nos colonnes, les décès de Brigitte Bardot, Marine Le Pen ou de son père. Sûr qu'on trouvera encore tous les fans qu'il faut pour se noyer dans leurs larmes.



La DRH fantôme

Tout salarié au RL a pu s'en rendre compte cet été : impossible de parler à un représentant de la Direction des ressources humaines. Delphine Manzano, DRH Ebra, devait pallier l'absence de Diane Ravel. Mais elle était indisponible jusqu'à fin août. Quant à Jennifer Bruno, la responsable RH recrutée au printemps 2023, chargée du handicap, de la formation, du recrutement, des bilans sociaux, des entretiens professionnels et du logement (!), elle laisse ses missions à Amandine Thaize, assistante RH, chargée de l'intérim, du télétravail, des alternants et de la cooptation. Celles-ci n'étant que rarement à Woippy, l'habitude est plutôt au contact par mail ou téléphone. Ce qui s'est avéré inutile, toutes étant absentes en même temps. Bel exemple de gestion des RH !

« Pense pas bête »

La DRH a confirmé au SNJ-CGT que **les abonnements vélo en libre-service**, type Vélo Met, pouvaient être pris en charge par l'entreprise, sous réserve d'une demande officielle avec facture. Une alternative à l'aide à l'achat d'un vélo (200€) pour ceux obligés de venir à leur agence en voiture.

Rendez-vous mensuel
de l'équipe du SNJ-CGT
du *Republicain Lorrain*
(snjcgterv@gmail.com)

Présumée coupable

En France, la charge de la preuve incombe à celui qui accuse. Hélas, notre Directeur général a sans doute trop regardé de séries TV américaines, où la justice procède à l'inverse et présume la culpabilité. C'est ainsi qu'il a porté des accusations contre la déléguée syndicale du SNJ-CGT lors d'une réunion de négociation, le 7 juin. Votre DS y participait avec les outils RL en visioconférence Skype, via un lien envoyé par la Direction, quand une inconnue est apparue sur l'écran à Woippy. Devant son PC, celle-ci semblait ignorer la présence de la caméra.

Votre DS SNJ-CGT n'a pas vu cette intruse sur son propre écran. Mais le DG l'a photographiée et a envoyé l'image. En rappelant plusieurs fois que c'était une sombre première, que votre DS était la seule à disposer du lien... et que, l'an passé, un salarié (Ebra Services) a été licencié après avoir partagé ce type d'adresse avec l'extérieur. Le DG et la DRH ont demandé à la déléguée de quitter la visio. Ce qu'elle a fait, abasourdie. Avant de prévenir un avocat et l'Inspection du travail, car la réunion s'est poursuivie sans le SNJ-CGT.

Dès le lendemain, votre DS a contacté le service informatique. Le 18 juin, elle a dû expliquer au responsable comment elle s'était connectée, avec quel appareil. Il lui a été signifié que des recherches seraient réalisées sur son téléphone professionnel sans besoin de le donner. Ce à quoi elle a souscrit, sans souci. Malgré les relances de la syndicaliste, le responsable n'a plus donné de nouvelles par la suite.

Le 16 juillet, votre déléguée syndicale a rencontré M. Mahieu pour plusieurs sujets. Il a concédé que l'enquête n'avait pas abouti. Mais que cela ne voulait pas dire que la DS n'avait rien fait... Et qu'il ne ferait donc pas part aux personnes présentes ce jour-là de ce non-résultat. La Direction a décidé de laisser planer ses accusations scandaleuses, malgré l'existence d'un second canal de visioconférence ayant pu expliquer cette étrange apparition. Possibilité soumise par la mise en cause au responsable informatique, qui a admis que c'était plausible, puis à M. Mahieu. Un monde où les puissants peuvent lancer des anathèmes contre leurs opposants pour les affaiblir : voici la vision de la démocratie selon cette Direction. Et elle n'a rien de juste.

